

La fiscalité des plans d'épargne en actions (PEA)

Observations :

Note : / 20

Le PEA est un contrat créé par la *loi n°92-666 du 16 juillet 1992*. Il prend la forme d'un compte titres et d'un compte espèces qui permettent de gérer un portefeuille d'actions. Pour bénéficier des avantages fiscaux, il doit être conservé au minimum 5 ans, idéalement 8 ans, voire plus. Conserver un PEA aussi longtemps permet également, en achetant régulièrement, de lisser les fluctuations du marché boursier, parfois importantes d'une année sur l'autre.

Passé une période de 5 ans, les dividendes et plus-values sont exonérés de l'impôt sur le revenu. Le régime fiscal des retraits varie selon la date à laquelle ils sont effectués.

Après huit ans, le titulaire du plan peut également opter pour le versement d'une rente à vie défiscalisée, et ainsi se constituer un complément de revenus en vue de la retraite.

Seuls les particuliers ayant leur domicile fiscal en France peuvent ouvrir un PEA auprès de certains organismes (établissement de crédit, compagnies d'assurances, Banque de France, Poste...).

Avantages

- **Permet de capitaliser en franchises d'impôts**
- **Offre une totale liberté aux épargnants**
- **Régime fiscal de sortie simple**

Inconvénient

- Blocage des fonds pendant 5 ans au minimum pour bénéficier d'avantages fiscaux

Bénéficiaires

Un plan d'épargne en actions peut être ouvert par :

- Tout contribuable domicilié fiscalement en France.
- Un seul souscripteur (deux pour un couple marié ou pacsé).
- ne peut être ouvert au nom d'un enfant mineur ou d'un enfant majeur rattaché à son foyer fiscal.

I. Fonctionnement

Un PEA fonctionne avec **2 comptes** :

- un compte titres qui accueillent les valeurs achetées
- un compte en espèces sur lequel sont stockés les capitaux en attente d'être investis (après un virement depuis un compte courant par exemple) ou réinvestis (après une vente de titres).

Plafond du PEA

- 132 000 € pour un célibataire
- 264 000 € pour un couple

II. Régime fiscal du PEA

Le plan d'épargne en actions permet d'échapper à l'imposition sur les plus-values mais pas aux prélèvements sociaux, en hausse constante. De plus, la disparition de l'avoir fiscal réduit notablement les avantages du PEA.

Depuis le 1er janvier 2005, l'avoir fiscal est supprimé sur les revenus distribués dans le cadre d'un PEA. Il est remplacé par un crédit d'impôt de 50 % imputé sur les revenus de 2005 distribués dans le cadre d'un PEA (payable en 2006). Ce crédit d'impôt sera limité à 115 EUR pour les personnes seules et à 230 EUR pour les couples mariés ou pacsés.

Pendant la durée du plan, les dividendes, les plus-values de cession et les autres produits que procurent les placements effectués dans le cadre du PEA ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu à condition d'être réinvestis dans le PEA.

Les produits des placements effectués en actions ou parts de sociétés non cotées ne bénéficient toutefois de l'exonération d'impôt sur le revenu que dans la limite de 10% du montant de ces placements. Seuls sont concernés par ce plafonnement les produits proprement dits, à l'exclusion des plus-values de cessions des titres non cotés

i.Supports éligibles

Dans le cadre d'un PEA, **sont autorisées l'investissement dans les valeurs mobilières suivantes** (on parle de « supports éligibles ») :

- titres de sociétés françaises et européennes
- OPCVM (SICAV et FCP composés majoritairement d'actions européennes)
- FCPR (FCP à Risques) et FCPI (FCP dans l'Innovation).

Les cessions faites par l'OPCVM dans le cadre de sa gestion ne sont pas imposables pour le détenteur de parts d'OPCVM.

De plus, souscrire des OPCVM au sein du P.E.A permet de bénéficier du régime fiscal avantageux du P.E.A. Ainsi, tant que le P.E.A n'est pas clôturé, le détenteur de SICAV et FCP n'est pas imposé :

- lorsqu'il perçoit un coupon distribué par un OPCVM
- ou lorsqu'il vend des actions de SICAV ou des parts de FCP

Remarque : Par sociétés « européennes », on entend les sociétés des pays de l'Union européenne et des pays de l'espace européen liés à l'Union par des conventions fiscales : Norvège et Islande.

ii. Valeurs non autorisées (supports non éligibles) :

- warrants
- options
- produits dérivés
- titres de SOFICA (SOciétés pour le FInancement du Cinéma et de l'Audiovisuel)
- titres de sociétés dont on détient plus de 25 % du capital

iii. Imposition des gains selon la durée du PEA

Le gain net imposable s'entend de la différence entre la valeur liquidative du PEA à la date du retrait (ou la valeur de rachat, pour un contrat de capitalisation) et le montant des versements effectués sur le plan depuis son ouverture afférents aux retraits ou rachats à l'exception de ceux n'ayant pas entraîné la clôture du plan (*article 150-0 D, 6 du CGI*).

- **Retrait avant 2 ans** : les gains sont imposés à 33,5 %, dont 11 % de prélèvements sociaux. Si le seuil annuel de cession des valeurs mobilières de 15 000 € est dépassé.
- **Retrait entre 2 ans et 5 ans** : les gains sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux de 16% et aux prélèvements sociaux de 11% si le seuil annuel de cession des valeurs mobilières de 15 000 € est dépassé.
- **Retrait après 5 ans** : les gains sont exonérés d'impôt, ils sont néanmoins soumis aux prélèvements sociaux.
- **Retrait après 8 ans** : les gains sont exonérés d'impôt, ils sont néanmoins soumis aux prélèvements sociaux. Le retrait n'entraîne pas la clôture du PEA. En revanche, il est interdit d'effectuer de nouveaux versements.

Remarque : Un retrait, même partiel, avant le 8ème anniversaire du P.E.A, entraîne sa clôture. Les retraits ou rachats partiels après huit ans n'entraînent pas la clôture du plan. Le PEA continue à fonctionner en franchise d'impôt sur le revenu, mais il n'est plus possible d'effectuer de nouveaux versements.

Après 8 ans, le P.E.A peut être conservé pour bénéficier ainsi de tous ses avantages. A tout moment, il est possible de choisir :

- d'effectuer des retraits sans clôturer votre P.E.A. ; toutefois, à partir du premier retrait partiel, aucun versement n'est possible
- de percevoir purement et simplement le capital constitué
- de convertir le capital constitué sous forme de rente viagère totalement exonérée de l'impôt sur le revenu

Plus-values ultérieures sur titres : Lorsque des titres ayant figuré sur un PEA sont vendus après la clôture du plan ou un retrait au-delà de la huitième année, la plus-value réalisée est taxable selon le régime des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux. Le montant de la plus-value taxable est calculé à partir de la valeur des titres à la date où le titulaire a cessé de bénéficier, pour ces titres, du régime fiscal du PEA, afin de ne prendre en compte que les gains réalisés depuis cette date (*article 150-0 D, 5 du CGI*).

Cette date s'entend soit de la date de clôture du plan, soit de la date du retrait.

Tableau récapitulatif

	Impôt sur le revenu	Prélèvements sociaux
Retrait avant 2 ans	Imposition du gain net au taux de 22,5 % si le seuil annuel de cession (15000 €) est dépassé ¹	11%
Retrait entre 2 et 5 ans	Imposition du gain net au taux de 16% si le seuil annuel de cession (15000 €) est dépassé ¹	11%
Retrait après 5 ans	Exonération	<ul style="list-style-type: none"> - 0% sur la fraction du gain acquise avant le 01/02/96 - 0.5% sur la fraction acquise entre le 01/02/96 et le 31/12/96 - 3.9% sur la fraction acquise entre le 01/01/97 et le 31/12/97 - 10% sur la fraction acquise entre le 01/01/98 et le 30/06/04 - 10.3% sur la fraction acquise entre le 01/07/04 et le 30/12/04
Sortie en rente viagère après 8 ans	Exonération	11% sur la fraction acquise à partir du 01/01/05 11% sur une fraction du montant de la rente

¹ Sauf lorsque la clôture est consécutive au décès du titulaire du plan, au rattachement à un autre foyer fiscal d'un invalide titulaire d'un PEA ou au transfert à l'étranger du domicile du titulaire, ou encore affectation des sommes dans les trois mois à la création ou à la reprise d'une entreprise.

Fraction de gain

On calcule la fraction de gain acquise entre le 1er janvier N et le 31 décembre t en faisant la différence entre la valeur liquidative au 1er janvier de l'année N+1 et la valeur liquidative au 1er janvier de l'année N; de laquelle on retranche ensuite les versements effectués au cours de l'année N.